

ACTUALITE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

L'acheteur public dans tous ses états

LUNDI 31 MARS ET MARDI 1^{ER} AVRIL 2025

**En partenariat avec le Journal LES ECHOS et la Chaire Achat Public de la
Fondation Paris Saclay Université**

En présentiel Auditorium - 10, boulevard de Grenelle 75015 et en Visio Conférences

De plus en plus instrumentalisé, certes à des fins louables comme la protection de l'environnement, écartelé entre coupes budgétaires et protection des entreprises nationales voire locales, soumis à une réglementation qui navigue entre complexification et tentatives de simplification, relevant d'une responsabilité de plus en plus étendue...l'acheteur public de 2025 a fort à faire et doit sans cesse relever de nouveaux défis afin de pouvoir exercer au mieux son rôle et ses fonctions.

La présente session d'étude se propose d'aborder et de débattre de tous ces thèmes et d'éclairer les acheteurs et leurs prestataires sur un monde de la commande publique qui apparaît aux yeux de beaucoup de plus en plus opaque.

Lundi 31 mars 2025 – 13h30 / 17h30

13h00 Accueil des participants

13h30 Ouverture par Jean Marc PEYRICAL - *Président de l'APASP – Porteur de la Chaire Achat Public de l'Université Paris Saclay - Avocat* et **Clémence OLSINA** *Directrice de la Direction des Affaires Juridiques- Ministère de l'Économie et des Finances*

ACTUALITE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

I - Actualité de la commande publique : Les décrets de décembre 2024, la loi simplification, la concertation sur la refonte des directives européennes, les textes en préparation

Par Clémence OLSINA Directrice de la Direction des Affaires Juridiques- Ministère de l'Économie et des Finances

II - Small Business Act en Outre-Mer: quel impact ? Un modèle à transposer ?

Par Johanna TENDON – Directrice – Direction des Affaires Juridiques des Assemblées et des Achats – Région Guadeloupe

Et

Par Olivier BENOIST Sous-directeur - Direction générale des Outre-mer - Sous-direction des affaires juridiques et institutionnelles

III – - La commande publique doit-elle être un levier de souveraineté ?

- Quelle souveraineté : européenne, nationale, locale ?
- Faut-il élargir le champ des domaines exclus de la concurrence, avec par exemple l'énergie, l'alimentaire, le numérique ou autre ?
- Quelle réciprocité face à la multiplication des mesures de protectionnisme et de favoritisme nationaux qui se renforcent au niveau international ?

Par **Christophe AMORETTI-HANNEQUIN** - Directeur finance responsable et achats de France Urbaine et

Par **Céline FAIVRE** - Directrice de l'Offre Accompagnement du Secteur Public, Cabinet Sémaphores et membres du CODIR Bretagne du Conseil National des Achats.

Fin de la journée d'études 17 h 00

Mardi 1er avril 2025 – 9h00 /17h00

9h00 – 12h 30

IV - L'avenir des marchés publics décarbonés : L'impact des règlements européens sectoriels (Zéro émission net, Eco-conception, véhicules lourds) sur les pratiques d'achats

Par **Baptiste VASSOR** - Expert et administrateur de l'APASP

V – Plaidoyer pour une simplification des seuils ?

25.000, 40.000, 90.000, 100.000, 300.000, 750.000, 1000.000, seuils européens qui changent tous les deux ans, seuils des « petits lots » ... comment s'y reconnaître?

Par **Catherine MANSOUX**, Cheffe du bureau de la réglementation générale de la commande publique à la DAJ des ministères économiques et financiers.

et **Jean Marc PEYRICAL** - Président de l'APASP – Porteur de la Chaire Achat Public de l'Université Paris Saclay - Avocat

VI- Retour sur la prise en compte du développement durable dans la commande publique : loi AGECE, mise en œuvre des SPASER, loi Egalim, ...

Par **Morgane NKOUEJIN** - Consultante juridique référente au sein de la Direction des Affaires juridiques de Bercy (DAJ) pour le déploiement du Plan National pour des Achats Durables (PNAD)

12h30 – Déjeuner - 14h00 - Reprise des conférences

VII - Retour sur les dispositifs d'exclusions obligatoires et facultatives des candidats :

- Mythe ou réalité dans la pratique, enjeux pour les TPE et PME
- Modalités de contrôle et de vérification préalable et continue
- Impact sur les risques juridiques et contentieux : Le BEGES (bilan des émissions de gaz à effet de serre) et le plan de vigilance ou le risque d'une pression en référé précontractuel ?

Par **Sébastien TAUPIAC** - Administrateur de l'APASP

et **Pierre-Ange ZALCBERG** Avocat conseil (Nemrod Avocats)

VIII - Actualité jurisprudentielle : juridictions administratives et pénales

Par **Charles PAREYDT** – Avocat -PG Avocats

IX - Trois ans après la mise en place d'un nouveau régime de responsabilité des gestionnaires publics, où en est-on ? Quel impact sur les acheteurs publics ? La jurisprudence de la Cour des comptes est-elle de plus en plus sévère ?

Par **Jean Marc PEYRICAL** - Président de l'APASP – Porteur de la Chaire Achat Public de l'Université Paris Saclay – Avocat

Fin de la session d'études 17h00

[Tapez ici]